



Syndicat de la Fonction Publique

Aupupu Nō te Tura ō te Ti'a-'ohipa ā te Hau

Numéro T.A.H.I.T.I. : 722777

BP 42105- Papeete

Vini : 87 24 85 39

Mail : sfppolynesie@gmail.com

Site Internet : www.sfp.pf

Papeete le 12 février 2021

COMMUNIQUE DE PRESSE

UNE ZONE DE NON-DROIT DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Dans la fonction publique du Pays, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne, et les fonctionnaires de la Délégation de la Polynésie Française (DPF) à Paris peuvent en témoigner. Plusieurs d'entre eux ont donc alerté notre syndicat de l'atmosphère délétère qui règne dans ce service en raison du comportement pour le moins *particulier* de sa responsable.

Ce poste est occupé depuis six ans par madame Caroline TANG, filleule de l'actuel Président de la Polynésie. Nommée à la tête de la DPF au détriment de personnes bien plus expérimentées, elle a très vite montré son vrai visage et fait régner une telle peur dans le service que la majorité des fonctionnaires préfère aujourd'hui s'enfoncer dans un profond mutisme. Cette situation douloureuse pour les agents de la DPF est connue de la Présidence, tutelle de ce service.

Nous n'évoquerons ici que quelques morceaux choisis.

En pleine pandémie de Covid 19, **en contradiction avec les instructions de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie en métropole**, madame Caroline TANG a exigé le maintien à leur poste d'agents déclarés cas-contact, le temps de l'obtention de leur arrêt maladie. **Cette attitude a démultiplié les risques pour les agents.**

Pour mémoire, le Président du Pays après son déplacement à Paris et son passage à la DPF fin 2020 a été déclaré positif au COVID 19...

Madame Caroline TANG refuse, encore actuellement, de placer les agents en télétravail alors que celui-ci est la règle dès lors qu'il est possible, quitte à prendre des largesses avec les formulaires officiels en la matière. Elle refuse également de signer les attestations professionnelles de déplacement pourtant obligatoires. **Ainsi, avec le couvre-feu métropolitain, les agents du Pays risquent d'être verbalisés, car en situation irrégulière. Ceci, pour la seule raison qu'ils se rendent au travail !**

Intimidations, autoritarisme, ordres et contre-ordres, tâches inutiles, absence de courtoisie, non-respect des règles élémentaires de savoir vivre et mises à l'écart sont le quotidien de nombre d'agents de la Délégation.

Dès qu'un système nouveau et innovant est mis en place par certains agents pour améliorer l'efficacité du travail, elle exige de le détruire et de revenir au fonctionnement précédent, pourtant archaïque et chronophage. De plus, les agents sont soumis à des dépassements d'horaires sans aucune compensation.

Nous le disons donc clairement : madame Caroline TANG refuse de respecter la loi, et ce, systématiquement au détriment des agents de la DPF.

Les parlementaires, ministres et autres agents du gouvernement qui se sont déplacés à Paris ont eu vent de cette situation. En effet, certains agents de la Délégation ont pris le risque d'essayer d'en parler en privé à ces personnalités lorsqu'ils ont pu les approcher discrètement.

L'interrogation règne sur la protection particulière dont madame Caroline TANG bénéficie. La seule objection qui est faite à notre syndicat lorsque nous soulevons ces problèmes est : « *Mais nous n'entendons pas la majorité des fonctionnaires de ce service se plaindre* ». Bien évidemment ! Lorsque règne la frayeur, et que la cheffe de service jouit d'une telle protection, les fonctionnaires n'ont aucune motivation à exprimer, même en catimini, leur point de vue. Mais cela n'enlève rien à ce qu'ils doivent supporter.

Le refus du Président de confier à la Direction de la Modernisation et des Réformes de l'Administration l'audit que nous réclamons, en dit long sur ce que l'on risque de trouver, et les conséquences que cela pourrait avoir.

La Chambre Territoriale des Comptes avait épinglé la gestion de l'actuelle cheffe de service. Il s'agissait d'une alerte qui aurait dû engendrer une réaction immédiate de la Présidence. Au lieu de cela, le chef de notre administration préfère laisser les fonctionnaires de la DPF en souffrance. Merci pour eux...

Maintenant qu'il sait, car nous avons transmis toutes les preuves de nos affirmations, le Président partage l'entière responsabilité de l'existence de cette zone de non-droit dans la fonction publique.



Le secrétaire général

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Vadim Toumaniantz', written over a horizontal line.

TOUMANIANTZ Vadim